

Discours: Affronter les défis du crime organisé et des crimes sérieux dans les Balkans occidentaux

Mr le Président;
MM et Mmes les Ministres,
MM les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

Remerciements: Ministre de l'Intérieur de la République Serbe, Mr Ivica Dačić et Ministre de la Justice Serbe Mme Snežana Malović + Tadic.

Mr le Président,

La lutte contre la criminalité organisée est aujourd'hui un des **défis majeurs de la communauté internationale**. Ignorant les frontières, le crime organisé, acteur global, est devenu une question internationale.

Si ce problème ne relève pas uniquement des Balkans Occidentaux, il y présente un degré de magnitude mettant en danger la stabilisation de la région.

La criminalité organisée dont je parle couvre **les grands trafics**: drogue, êtres humains, armes, cigarettes, contrebande en tous genres, migration clandestine, véhicules volés. Bien sûr, les liquidités dégagées par ces différents marchés criminels assurent un maillage corrupteur nécessaire à la pérennité des trafics. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: selon l'UNODC, 100 tonnes d'héroïne transiterait par les Balkans chaque année, soit 416 millions d'euros de chiffres d'affaire par mois pour ce seul trafic.

Et avec la corruption vient le blanchiment. L'économie des Balkans occidentaux y est d'autant plus sensible qu'elle apparaît globalement peu structurée.

De plus, les nouvelles technologies, bras armée d'une mondialisation annihilant les frontières, offrent également de nouveaux *modus operandi*.

1. Efforts entrepris dans la région

Des **efforts** pour lutter contre ce fléau ont été entrepris dans la région. Ceci inclut l'amélioration de la législation, la réforme des services répressifs, et la mise en place des réseaux de coopération transnationale.

L'Initiative de Coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI) est pour moi un des meilleurs exemples de coopération régionale dans la lutte contre la criminalité organisée. Elle est unique car elle permet de réunir ensemble l'expertise des autorités policières et douanières. Elle facilite l'échange d'information et permet une véritable coopération opérationnelle.

Parmi les opérations qui ont attiré mon attention je citerai ici:

1. **l'opération "Danube"**, qui a permis de démanteler un réseau criminel qui trafiquait des immigrants clandestins vers l'Union Européenne. Grâce aux investigations synchronisées et aux échanges d'information, plus de 70 personnes ont été arrêtées.
2. **l'opération Mirage visant le trafic des personnes à des fins d'exploitation sexuelle.** Pendant cette opération, qui a été menée à deux reprises, les autorités ont identifié plus de 600 victimes de la traite.

Cependant, leur **bilan reste mitigé**. Pour l'opération Mirage, les poursuites judiciaires ont été lancées seulement contre un nombre limité (environ 50) parmi les 500 personnes arrêtées. Seulement quelques personnes ont été condamnées. Ceci veut dire que non seulement nous avons besoin de coopération au niveau international, mais aussi au niveau national, entre les différentes agences de maintien de l'ordre et les autorités judiciaires. Le vrai test d'une politique efficace contre le crime organisé est les opérations conclues par des jugements et la confiscation des biens.

L'évaluation récente de la menace représentée par la criminalité organisée pour l'Europe du Sud-Est, mise en œuvre en coopération avec l'Europol constitue une **avancée importante**. Ses résultats pourront servir de base à la planification stratégique. Par ailleurs, les évaluations régionales de ce genre permettront aussi de renforcer la coopération au sein de la région et les liens de confiance entre les experts.

2. Défis futurs:

Les marchés criminels sont en **constante évolution**. Ils réagissent aux fluctuations mondiales de l'offre et de la demande et ils changent selon les particularités nationales. L'une des principales tendances que nous observons est la **diversification des activités illicites** des groupes criminels organisés ainsi que l'augmentation du nombre des pays touchés par la criminalité organisée.

1. Les **avancées des technologies de l'information et de la communication** ont ouvert de nouvelles perspectives rendant la criminalité plus sophistiquée. Dans ce contexte, la **cybercriminalité, y compris la fraude sur l'Internet et la pédopornographie** constituent des marchés en croissance rapide. Il est donc nécessaire de veiller à une adéquation des moyens policiers. En conséquence, l'équipement **informatique** de la police doit correspondre aux **évolutions technologiques** et le personnel doit être spécialement et constamment formé. Il faut également poursuivre les efforts en termes de coopération internationale.
2. **La traite des êtres humains** par les groupes criminels en particulier, a connu au cours des dernières années un développement considérable. Selon le programme des Nations unies contre la traite des êtres humains, plus d'un million de femmes et d'enfants seraient chaque année victimes de la traite. Les pays de la région ne sont plus seulement des pays d'origine mais aussi des pays de destination. On constate aujourd'hui une **recrudescence des réseaux de type mafieux** organisant différents types d'activité - **recrutement d'esclaves domestiques, filières et formes nouvelles de prostitution, exploitation de la jeunesse ou du handicap pour susciter vols et mendicité**.
3. Une autre menace confirmée et croissante est **la fraude et autres formes de criminalité économique (fraude à la TVA, aux marchés publics à la privatisation, aux subventions et aux investissements, infractions fiscales, douanières, corruption)**. Plus que les autres formes de criminalité organisée elle implique les structures commerciales légales et une interaction directe avec des institutions publiques et privées légales. Elle fausse les mécanismes de marché et mine la confiance du public dans les systèmes économiques et juridiques légaux.
4. N'oublions pas non plus que la **criminalité organisée et les pratiques corrompues** sont étroitement liées. La corruption facilite les activités illicites et fait obstruction à l'application de loi. La lutte contre la corruption fait donc partie intégrante de la lutte contre la criminalité organisée. Il demeure essentiel de **renforcer les capacités d'investigation financière**. Nous ne pouvons pas accepter que les criminels corrompent les institutions légales en investissant les produits du crime dans des entités commerciales légales, et que la frontière entre les structures légales et illégales de la société s'estompe.

3. En concluant...

La mondialisation continuera à faciliter la criminalité transnationale organisée si les sauvegardes adéquates ne sont pas mises en place. La capacité des gouvernements nationaux à répondre à des défis transnationaux à la nature fluctuante est limitée. C'est pourquoi le cadre réglementaire international et la coopération internationale relève de l'évidence.

Efforçons-nous de les renforcer et pleinement utiliser les possibilités qu'ils nous donnent.

Les citoyens sont en droit d'attendre une réponse ferme et adaptée à la menace que représente la grande criminalité pour leur liberté et les droits que leur reconnaît la loi. En absence d'une telle réponse, nous risquons de perdre la confiance des citoyens. Par conséquent nous risquons ainsi de mettre en danger le fondement même de la démocratie.

C'est une obligation pour nous tous de mettre en œuvre les ressources nécessaires dans chacun de nos pays pour combattre le fléau du crime organisé et éviter la contagion des pays voisins.

Ensemble, il faut mettre à profit toute la chaîne: analyse de la menace – opération policière – poursuite pénale – jugement – confiscation.

Contact: Joanna Beczala
JLS/F.2 ☎69639

Facing the challenges vested in organised crime and serious criminal acts in the Western Balkans

Mr President,
Ladies and gentlemen Ministers,
Gentlemen Ambassadors,
Ladies and gentlemen,

Fight against organised crime is today one of the **major challenges for international community**. Considering that it does not recognise borders, organised crime, as an international factor, has become an international issue.

Although this problem is not exclusively problem of the Western Balkans, it is nevertheless a significant factor that threatens the stabilisation of the region.

Organised crime encompasses all forms of large scale trafficking: drug trafficking, trafficking in human beings, arms, cigarettes, all forms of smuggling, illegal migration, stolen vehicles. Of course, the assets produced in these various criminal markets support corruption network necessary for sustainability of these forms of trafficking. The data speak for themselves: according to UNODC data, 100t of heroine every year transits the territory of Western Balkans, meaning that 416 million euros per month derives from this form of trafficking. And money laundering goes together with corruption.

1. The efforts invested by the region

The region invests efforts into combat against this plague. They imply legislation improvement, reforms of repression services and establishment of transnational cooperation networks.

Southeast European Cooperation Initiative (SECI) is, in my opinion, one of the best examples of regional cooperation in combating organised crime. This cooperation is unique because it facilitates compiling of expert knowledge of police and customs authorities. It also facilitates exchange of information and effective operational cooperation.

Out of the operations that drew my attention, I would like to mention the following:

- 1. 'Danube' operation**, a criminal network of smuggling migrant to European Union was dismantled. Synchronised actions and exchange of information brought about the arrest of more than 70 persons.
- 2. Mirage operation, suppression of human trafficking for the purposes of sexual exploitation**. The authorities identified more than 600 victims of human trafficking.

The result of these operations was, however, **diminished**. As far as Mirage operation is concerned, the proceedings were instituted against only a limited number of some 50 persons, while there was a total of 500 arrested persons. There were only few persons convicted. It follows that we don't need only cooperation at international level, but at national level as well, among the services of public peace and order and judicial authorities. The real test for an effective combat against organised crime are the operations that are concluded in enforcement of judgements and assets confiscation.

A recent threat analysis of organised crime in Southeast Europe, conducted in cooperation with Europol, represents a **significant progress**. Its results will serve as basis for planning the strategy. This kind of regional strategies will also facilitate strengthening of cooperation within the region and confidence among the experts.

2. Future challenges

Criminal markets mark **continuous development**. They respond to global fluctuations of offer and demand and change depending on national particularities. A major tendency we can note is **diversification of illegal** activities of organised criminal groups, and an increased number of countries affected by crime.

- 1. Progress in development of information technologies and communications** create new perspectives for crime that grows more sophisticated. In that context, **cybercrime, including frauds through Internet and child pornography** represent a market that grows rapidly. Therefore it is necessary to be vigilant and to adapt police means. Consequently, the **information** equipment of the police has to follow the pace of **technological** development, and the personnel have to undergo specialised training courses. We also need to invest further efforts into international cooperation.
- 2. Trafficking in human beings**, especially within criminal groups, has developed significantly in the past years. According to the data of UN programme for combating human trafficking, more than one million of women and children become victims of human trafficking every year. Countries in the region are no longer only the countries of origine, but also countries of destination. Today we can witness **revival of mafia-type of networks** that organise various activities-**recruitment of domestic slaves, networks of new forms of prostitution, exploitation of the young and handicapped for the purpose of committing thefts and beggary.**
- 3.** A new growing threat has been detected in the form of fraud and other forms of economic crime (**frauds related to VAT, public markets privatisation processes, subsidies and investments, fiscal and customs violations and corruption**). This form of crime comprises other legal commercial structures more than other forms and is in direct interaction with legal public and private entities. It facilitates distortion of the market mechanisms and undermines confidence of the public into the legal systems.

4. We should not forget that **organised crime and corruption** are closely connected. Corruption facilitates criminal activities and obstructs the laws' application. Fight against corruption is therefore an integral part of the fight against organised crime. It is of **essential importance for financial investigations**. We cannot accept that criminals corrupt legal commercial entities and that the borders between legal and illegal structures in society disappear.

3. Conclusion

Globalisation will continue to facilitate transnational organised crime, unless we take up appropriate safeguards. The capacities of the national authorities to respond to fluctuating transnational challenges are limited. It is obvious that we need international legal framework and cooperation to that end.

Let's try to improve them and completely benefit from the opportunities offered by them.

The citizens expect from us a rapid, adequate response to the threat posed by organised crime to their freedoms and legally guaranteed rights. If we fail to provide such response, we risk to lose confidence of our citizens. Consequently, we risk to undermine the foundations of democracy itself.

It is an obligation for all of us to mobilise all resources needed in our respective countries, in order to fight this plague in the shape of organised crime and to thereby avoid contamination of neighbouring countries. We need to jointly benefit from the complete chain: threat analysis- police operation- criminal prosecution- judgement- confiscation.